

Zeitschrift:	Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber:	Organisation des Suisses de l'étranger
Band:	38 (2011)
Heft:	3
 Artikel:	La radio télévision suisse : "L'institution nationale de l'équilibre"
Autor:	Spörri, Hanspeter
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-911917

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«L'institution nationale de l'équilibre»

La SSR, Société suisse de radiodiffusion et télévision, jouit d'une belle popularité et ses radios et chaînes de télévision bénéficient d'une forte crédibilité en Suisse. Génératrice et porteuse d'identité depuis des générations, l'institution est actuellement au centre d'une vive polémique concernant son mandat et son contrôle politique. Par Hanspeter Spörri.

Les médias influencent la pensée et les sentiments génèrent des images et des ambiances intérieures qui alimentent ensuite nos souvenirs, se mêlent à notre vécu et marquent rétrospectivement une époque. Quand, au début des années 60, j'avais le droit de dormir chez mes grands-parents, je me réveillais au beau milieu des spoutniks, des conférences au sommet et des essais nucléaires: ma grand-mère allumait la radio à 6h du matin, lorsque radio Beromünster commençait à émettre. Depuis mon lit, j'observais comment cet œil magique prenait vie: deux éventails verts se déployaient, devaient de plus en plus clairs puis se refermaient en un cercle. C'était la preuve que l'émetteur était bien réglé. Autrefois, je n'arrivais pas à me l'expliquer. L'œil magique semblait pourtant regarder directement à l'intérieur de la grisaille matinale de la pièce, et dans mes rêves et cauchemars d'enfant.

Les temps étaient tendus. La Seconde Guerre mondiale était encore présente à l'esprit des adultes, nombre d'entre eux avaient déjà vécu la Première Guerre mondiale et beaucoup craignaient qu'une troisième guerre, peut-être finale, n'éclate. Pendant la crise de Cuba à l'automne 1962, la famille se réunissait dès 6h15 pour écouter le bulletin d'informations de l'Agence télégraphique suisse. Le timbre solennel de la voix radio-phonique résonne encore dans mes oreilles.

Avec l'émission du soir «Echo der Zeit», la radio façonnait aussi notre image du monde. Heiner Gautschy y présentait les nou-

velles avec sa voix unique, c'est lui qui a annoncé la décision de Kennedy de se rendre sur la lune dans moins de dix ans, la découverte des missiles soviétiques à Cuba et le blocus mis en place par les États-Unis. La famille jugeait ces informations objectives bien qu'elles fussent emplies d'émotion, et en réalité plus prégnantes que les images télévisuelles de ces mêmes années. Beaucoup de Suisses ont partagé avec Heiner Gautschy le choc provoqué par l'assassinat du Président américain le 22 novembre 1963.

Un aristocrate intellectuel à la tête de la SSR

Aujourd'hui comme hier, les médias communiquent des faits contradictoires et des points de vue divergents, des querelles et des conflits d'intérêts. Ils proposent une analyse de l'actualité, la commentent et rivalisent entre eux pour s'assurer l'attention du public, qu'elle se traduise en tirages ou en parts d'audience. C'est pourquoi ils se retrouvent parfois eux-mêmes sous le feu des critiques.

En Suisse, ce constat s'applique en particulier à la SRG SSR, la Société suisse de radiodiffusion et télévision, créée en 1931 sous le nom de Société suisse de radiodiffusion. La SSR, régulièrement qualifiée d'émetteur national par les critiques, est en réalité une association qui réunit actuellement 20 000 membres issus de toutes les régions linguistiques. Tout un chacun peut adhérer à ses différentes sociétés régionales, organes responsables de 18 radios et huit télévisions. Comptant plus de 6000 employés, la SSR est de loin la plus grande entreprise dans le secteur des médias électroniques en Suisse.

Roger de Weck en a pris la tête au début de l'année 2011. Ce nouveau directeur général a été journaliste et rédacteur en chef du «Tagesanzeiger» de Zurich et du «Zeit» d'Hambourg. Issu de la noblesse banquière fribourgeoise, Roger de Weck a défendu par le passé des positions explicites sous sa plume de chroniqueur du «Sonntagszeitung»: il s'est opposé à l'initiative pour l'interdiction des minarets et n'a jamais caché qu'il était pour un rapprochement de la Suisse avec l'Union européenne. «Il n'est pas dans l'intérêt des pays de petite et moyenne taille de faire de la nation la mesure de toutes choses», écrivait-il quelques jours avant d'être élu directeur général de la SSR. Après coup, les partisans de la droite nationale conservatrice, en particulier les représentants de l'Union démocratique du centre (UDC), ont vu dans ces propos un sens provocateur.



Une famille avec sa radio - image de l'année 1936

Deux nouveaux chefs

L'élection de Roger de Weck a aussi surpris les spécialistes des médias. Il n'avait jamais été considéré publiquement comme candidat possible avant les élections. On s'attendait à ce que soit hissé à ce poste exposé une personne d'expérience dans la direction économique, d'autant que les tâches du directeur de la SSR incluent aussi la planification et la mise en œuvre de mesures économiques.

Parallèlement à l'élection de Roger de Weck, Rudolf Matter a pris ses fonctions de directeur de la radiotélévision suisse alémanique (SRF). Lui aussi est issu du journalisme. Rudolf Matter est à la fois responsable de la radio et de la télévision, ce qui lui vaut d'être taxé de «super directeur». Ces deux entreprises de la SSR ont fusionné au début de l'année selon un principe de «convergence».

Rudolf Matter a succédé à Ingrid Deltenre à la tête de la télévision, une femme qui n'avait pas d'expérience dans le journalisme et à laquelle il a été reproché à maintes reprises, et pas toujours à tort, d'accorder une trop grande importance au nombre de téléspectateurs, de laisser sous sa direction le contenu des programmes de la SSR se dégrader et se mettre au niveau des chaînes privées commerciales allemandes. Rudolf Matter veut insuffler une nouvelle orientation. Il se dit prêt à accepter une légère baisse de la part d'audience. Il accorde la priorité à la pertinence et non aux coups d'éclat et donne en exemple les questions au sujet d'«Arena»,

l'émission du vendredi qui propose des débats fortement politiques.

Le talkshow de Roger Schawinski

Il compte toutefois un coup d'éclat à son actif puisqu'il a confié l'animation d'un nouveau talkshow à Roger Schawinski, entrepreneur du secteur des médias, ex-pirate de radio et fondateur de «Radio 24». Âgé de 65 ans, Roger Schawinski, qui a créé et dirigé l'émission Kassensturz (équivalent de «A Bon Entendeur» sur la TSR) à la télévision suisse, a chamboulé le paysage médiatique suisse des années 80 avec sa radio privée illégale, dont les émetteurs étaient situés à 3000 mètres d'altitude sur une montagne en Italie. Il a ainsi forcé l'autorisation de radios locales financées par la publicité. Dans les années passées, il a endossé le rôle de critique véhément de la SSR et de son monopole dans le secteur des chaînes nationales. Il a mené une véritable guerre privée au prédécesseur de Roger de Weck, Armin Walpen, un Valaisan rustre considéré comme virtuose du pouvoir. À la nomination de Roger Schawinski, Rudolf Matter a déclaré: «C'est le retour d'un fils perdu.»

Karl Lüönd du «Tagesanzeiger», qualifié de vieux routier du journalisme suisse, pense en revanche qu'en faisant le choix spectaculaire de Roger Schawinski, Roger de Weck et Rudolf Matter «ont émis un très mauvais signal». Selon lui, déclarer «meilleur interviewer de Suisse» cet «égoцentrique fort mal préparé et agressif jusqu'à en devenir indé-

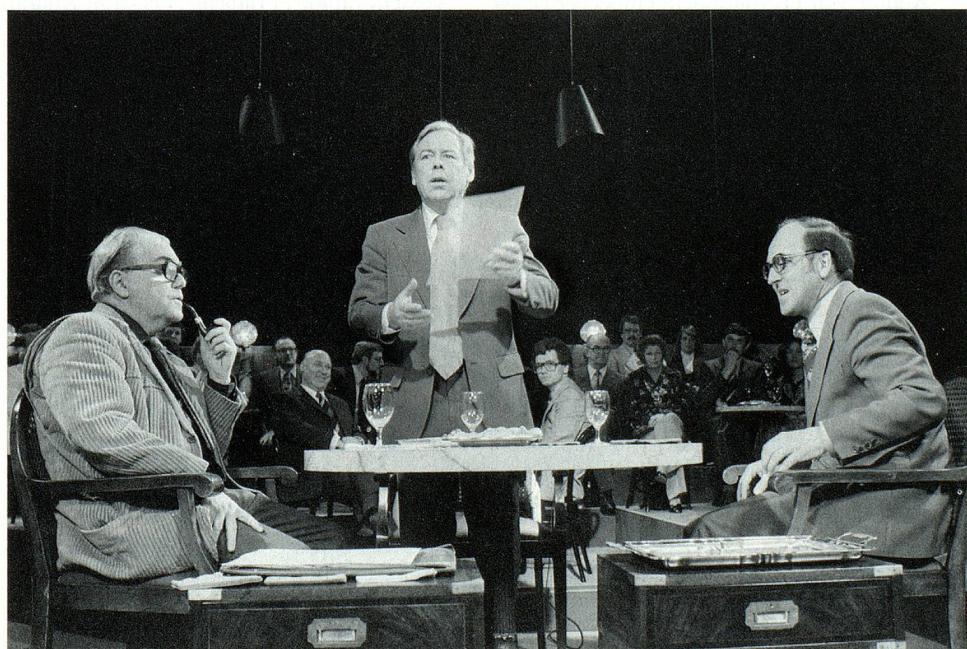


Roger de Weck, directeur général de la SRG SSR depuis janvier 2011

cent» est un affront aux collaborateurs de la SSR. Lui permettre de revenir dans le giron de la SSR si souvent honnie, c'est un «manque d'instinct» qui n'a pas d'explication sensée. Karl Lüönd pose ensuite une question insidieuse: faut-il voir dans cette personnalité une nouvelle variante de la corruption des relations caractéristique de la SSR?

Cette réaction peut aussi être interprétée comme un retour à l'envoyer: Roger Schawinski avait peu auparavant accusé Karl Lüönd d'avoir été payé pour écrire car il avait rédigé sur mandat de Christoph Blocher une chronique bienveillante sur l'entreprise Ems-Chemie sous forme d'un livre dont une version provisoire a été publiée dans l'hebdomadaire «Weltwoche» sans mention dudit mandat. Toutefois, en faisant le reproche de corruption des relations, Karl Lüönd rappelle la proximité qui existe effectivement entre Roger de Weck, Roger Schawinski et Rudolf Matter, qui ont vécu ou travaillé à la même époque à Berlin et sont apparemment amis.

L'UDC, le parti qui compte le plus grand nombre d'électeurs, a ironisé sur cette situation dans un communiqué: avec cet «achat» de Roger Schawinski, ce critique de longue date de la télévision publique financée par les redevances est réduit au silence, et cette personnalité qui exprimait clairement ce qu'elle pensait du parti au plus grand nombre d'électeurs, en l'occurrence rien, devient un nouvel animateur politique. Et l'UDC de demander que, à titre de compensation, la télévision suisse convie désormais à chaque émission un re-





Rudolf Matter, directeur de la Radio Télévision Suisse

présentant de l'UDC comme invité au talk-show de Roger Schawinski, afin que la présence de cet animateur au positionnement politique clair ne porte pas sans cesse atteinte à la concession en matière de diversité et d'équilibre.

Bataille culturelle au sujet de l'émission «Arena»

Comme Roger de Weck, Rudolf Matter a très tôt monté la droite nationale conservatrice, l'UDC en tête, contre lui. Cet affrontement s'explique avant tout par sa critique d'Arena, la plus importante émission de débats politiques de Suisse alémanique. Rudolf Matter juge que cette émission accorde plus d'espace que celui réellement nécessaire à la confrontation entre la gauche et la droite, soit entre le Parti socialiste (PS) et l'UDC. Et il exige que cette émission fasse également intervenir des approches différencier et visant à trouver des solutions car les problèmes politiques complexes ont souvent été résolus grâce à la participation des partis centristes.

Selon le calcul de la «NZZ am Sonntag» fin 2009, il se trouve que l'UDC a été invitée à «Arena» bien plus souvent que les autres partis. En 2009, les représentants de l'Union démocratique ont figuré 29 fois parmi les invités de premier plan. Ce à quoi s'ajoutent les trois apparitions de l'ex-conseiller fédéral ultraconservateur Christian Waber (UDF), à qui il est arrivé de faire partie d'une fraction de l'UDC. Roger Köppel, rédacteur en chef de la «Weltwoche» et grand défenseur des positions de l'UDC, a aussi fait trois apparitions en première ligne. Les autres partis sont clairement en retrait: le PS compte 22 participations à «Arena», le PRD 18, le PDC 17 et les Verts six. La personnalité politique la plus souvent invitée est un vétéran de l'UDC, l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher. À lui tout seul, il totalise cinq participations. Par ailleurs, l'animateur Reto Brennwald s'est vu repro-

ché à plusieurs reprises de ne pas observer une distance suffisante avec l'UDC, même au sein de la télévision.

L'UDC et son stratège Christoph Blocher ont donc trouvé une plate-forme idéale dans l'émission «Arena». Malgré les soi-disant critiques de l'«émetteur national» à son égard, l'UDC a bel et bien acquis sa popularité grâce aux émissions de la SSR. Reto Brennwald a entre-temps toutefois été remplacé.

Quelle est la force de la Suisse?

Les exigences de l'UDC au sujet de l'avenir de la SSR sont radicales: «une réduction drastique de l'offre des programmes dans un délai de dix ans avec une limitation stricte au «service public» et à une chaîne de radio et de télévision par région linguistique, et les baisses de redevance qui en découlent.» L'hebdomadaire «Weltwoche» a fait le jeu de ses amis de l'UDC en menant campagne contre une SSR trop marquée à gauche et en dénonçant comme il sait si bien le faire «les racines antidémocratiques de Roger de Weck», dont les origines ultra-catholiques se sont toujours trouvées du côté du pouvoir qui méprise et opprime le peuple. Et il ajoute: les anciennes générations obéissaient à Rome. Celles d'aujourd'hui adorent Bruxelles.

«Qui peut stopper Roger de Weck?», s'interroge le rédacteur en chef Roger Köppel dans l'un de ses éditoriaux de la «Weltwoche». La force de la Suisse réside dans «un débat récurrent qui oblige les opinions à s'affronter et à s'imposer». Roger de Weck et le directeur de la radio et de la télévision qu'il a institué, Rudolf Matter, voudraient empêcher ce «vigoureux combat politique». Ils misent sur la représentation maquillée d'une harmonie qui n'existe pas dans la Suisse réelle.

Roger de Weck ne relève pas le gant; il ne prend pas part directement à cette nouvelle bataille culturelle. «Notre tâche consiste à refléter les relations politiques et non pas à les concevoir. Les journalistes de la SSR doivent rendre compte correctement de la polarisation mais ne doivent pas y contribuer par goût du spectacle», a-t-il déclaré dans un entretien à la NZZ. Pour Roger de Weck, la SSR est une «institution nationale de l'équilibre». D'après lui, le succès de la Suisse réside dans l'égard porté aux minorités et dans les efforts permanents pour équilibrer les intérêts. C'est ce qu'il incarne la SSR. Il ajoute que la structure de l'association garantit son indépendance, qu'il n'y a pas de domination

des partis comme sur la radio publique allemande, «sans parler de Sarkozy ni de Berlusconi». Roger de Weck rappelle la «solidarité confédérale» dont la SSR se veut l'exemple: sans elle, ni la Suisse romande ni le Tessin n'auraient de chaîne de radio et de télévision du même niveau que celles de Suisse alémanique. Sur les 462 francs de redevance de réception, 202 sont versés à la Suisse franco-phone, italophone et romancheophone.

Ces considérations intéressent peu l'UDC qui essaie de faire perdre du terrain à la SSR et qui s'efforce activement de consolider son influence dans les médias et dans les rédactions: après un changement de propriétaire, la «Basler Zeitung» est tombée dans sa zone d'influence et la «Weltwoche», qui était autrefois d'orientation libérale de gauche, est passée depuis plusieurs années déjà aux mains de la droite nationale conservatrice, après plusieurs changements de propriétaires aux relations financières troubles.

Un conflit qui dure depuis dix ans

Les chamailleries actuelles politico-médiaques au sujet de la définition et de l'étendue du service public se déroulent à une époque qui connaît de toute façon des bouleversements. En lieu et place de l'œil magique du transistor d'autrefois, on a aujourd'hui l'interface utilisateur, la porte d'accès à un nombre inconcevable de canaux de communication et de distribution, de réseaux sociaux et de communautés; d'innombrables yeux magiques ont aujourd'hui un accès direct à la sphère privée.

«L'utilisation des médias connaît un changement rapide et radical», déclarait Rudolf Matter au magazine spécialiste des médias «Edito» avant sa prise de fonction: «la pénétration de la radio et de la télévision a tendance à diminuer et on observe une croissance fulgurante du secteur des multimédias.» Rudolf Matter montre ainsi clairement qu'il a lui aussi l'intention de renforcer la radio et la télévision en ligne. Ce qui déplaît fortement au président de l'Association Presse Suisse, ancien président de l'Association suisse des éditeurs de journaux. Hanspeter Lebrument, éditeur et président du conseil d'administration de Südostschweiz-Mediengruppe AG à Coire, exige l'interdiction de la publicité en ligne à la SSR et fait le constat suivant: «Internet est l'avenir des médias privés.» L'UDC considère que les offres sur Internet ne sont pas un service public. Et le parti de Christoph Blocher va encore plus

loin en exigeant que la SSR cède aussi au secteur privé des fréquences et des radios qui ne sont pas utiles au service public, par exemple les chaînes spécialisées.

Les médias subissent deux conflits qui se chevauchent en partie et qu'il convient d'apaiser. D'une part, il existe un conflit entre les médias privés et la SSR au sujet de la distribution des recettes publicitaires et de la répartition des tâches de chacun des médias. Par le passé, il a toujours été possible de trouver des compromis car les médias privés n'avaient eux-mêmes aucun intérêt à une libéralisation et privatisation totales des médias électroniques, qui aurait également supposé une nouvelle concurrence internationale. D'autre part, la qualité journalistique et l'orientation politique des médias électroniques, et donc le contrôle politique de la SSR, font l'objet de controverses. Ces conflits sont renforcés par la vanité qui règne aux étages supérieurs des groupes médiatiques. Les plus grandes figures de la presse, de la publicité et de l'édition, comme Roger Schawinski, Roger Köppel, Frank A. Meyer, le conseiller national UDC Christoph Mörgeli ou le président des éditeurs de journaux Hanspeter Lebrument écrivent avec un style mordant et s'expriment souvent dans un ton péremptoire et satisfait.

Mais revenons un peu en arrière: le conflit d'intérêts économiques entre les éditeurs et la SSR financée principalement par la redevance (aujourd'hui 1,1 milliard de francs par an) existe depuis sa création. «Au début des

années trente, l'Association des éditeurs de journaux déclarait à l'ancienne autorité de surveillance, la direction générale des télégraphes, que la radio nuisait considérablement aux intérêts de la presse. De l'avis de cette association, les nouvelles radiophoniques auraient dû se contenter d'être «un complément de la presse écrite quotidienne qui prépare et incite à sa lecture». L'Agence télégraphique, qui a produit les nouvelles de la radio suisse jusque dans les années soixante, faisait partie de l'Association des éditeurs de journaux. Au début de la Seconde Guerre mondiale, la NZZ s'exprimait clairement en ces termes: «Un peuple démocratique se fait son opinion en lisant la presse (...) Plus les nouvelles radiophoniques sont courtes et sélectionnées, plus elles contribuent à la préservation de l'équilibre spirituel et politique.» (*)

Soupçonnés d'être de gauche

Dès son origine, ce conflit politique a été mené avec plus ou moins d'ardeur en fonction du contexte politique général. L'Association suisse de radiodiffusion et télévision créée en janvier 1974, aussi connue sous le nom de «Club Hofer», s'était par exemple fixé comme objectif de «combattre les abus du monopole de la radio et de la télévision en matière d'informations et de politique de programmation» car il n'était plus possible que «les médias en position de monopole influencent de larges couches de notre population d'une manière idéologique non détectable par tous en sélectionnant unilatéra-

lement des informations et des émissions en partie clairement à gauche – et sans contrepartie – ni, surtout, qu'ils portent atteinte à notre système économique et social d'une manière souvent gravissime. (*)

L'hebdomadaire «Weltwoche» a prononcé récemment le même argumentaire en prétendant que la majorité des employés de la télévision suisse seraient de gauche. Elle demande que tous les collaborateurs de la SSR rendent publique leur éventuelle adhésion à un parti. Toutefois, l'hebdomadaire reconnaît lui-même que la plupart des reportages de la radiotélévision suisse alémanique (SRF) sont irréprochables. «Il y a lieu de se demander si elle accorde au juste milieu l'attention qu'elle se doit de lui porter en tant qu'émetteur ayant le monopole. La SRF détient le pouvoir de définition en Suisse et joue un rôle déterminant dans les débats politiques.»

Chez les critiques, cela sonne comme une forme de résignation. Il n'est pas facile de venir à bout de la SSR. En effet, elle fait correctement son travail, surtout eu égard aux multiples exigences contradictoires de son public. Les émissions de la SSR sont populaires. Les personnalités de la télévision jouent dans la République suisse le rôle dévolu à la royauté en Grande-Bretagne: avec des histoires de cœur, l'arrivée des nouvelles générations et la mode, elle fournit joyeusement au jour le jour la matière aux chroniques mondaines et aux quotidiens gratuits. En 2010, donc avant la fusion, le public de Suisse alémanique a utilisé l'offre de la SRF en moyenne 14,4 heures

par semaine. La part de marché de la télévision s'élevait à 32,6 %. La suprématie de la radio est encore plus claire, avec 61,7 % de tous les récepteurs en fonctionnement réglés sur un émetteur de la SRF. Et l'entreprise de radiotélévision suisse est consciente de sa valeur. Elle affiche sur la page d'accueil de son site Web: avec ses nombreux programmes de qualité, la SRF est au service du public et «fermement ancrée dans la société.» Ce que personne ne peut lui objecter.

(*) Citation de: Radio und Fernsehen in der Schweiz, Édition hier + jetzt, 2000, Baden.

L'émission «Arena» est un endroit idéal pour l'autopromotion des partis politiques, et est ainsi étrillée ou louangée. Le 16 mai 2008 a eu lieu le débat entre la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf et Christoph Blocher.

